



Expérimentation, piège mortel.

Sud ne signera pas l'accord d'expérimentation sur les régies automatisées.

Dead-line imposée par la direction pour signer son accord d'apprentie-sorcière sur la nouvelle régie à Rouen : vendredi 20 décembre ! Coûte que coûte, la direction veut la griffe des syndicats pour automatiser et déshumaniser les régies de France 3 en régions. Imaginerait-on ça au National ? NON.

La direction veut une signature, vite, très vite, car il faut remplacer les centaines de collègues qui partiront dans les trois ans avec la Rupture Conventionnelle Collective. Il lui faut donc, simultanément, mettre en place les quelques nouveaux métiers de la régie. Faire un journal nécessitera alors seulement 3 personnes : chef/responsable d'édition (journaliste) et deux personnels à "empreinte" technique.

Avant même d'avoir mené une résistance de terrain aux côtés des salariés, il semble que certains syndicats majoritaires au niveau de l'entreprise, envisagent d'apposer leur signature sur cet accord. Un véritable coup de canif dans le contrat social passé entre eux et ceux qui les ont élus.

Pour justifier leur geste, certains avanceront l'argument qu'il faut signer pour être dans le comité de suivi de cette expérimentation. Pourquoi le limiter aux seuls signataires ? Les non syndiqués, les plus nombreux, ne sont-ils pas eux aussi concernés ? Ce comité de suivi est un simulacre de concertation. Il suivra un corbillard avec, à l'intérieur, feu les restes d'une télévision régionale de qualité et de proximité. **Les fossoyeurs de la télévision publique régionale, après le gouvernement, après Ernotte, ce seront EUX !**

On nous rétorquera qu'il ne s'agit que d'une expérimentation et on nous a déjà expliqué qu'il faudra faire plus avec moins de moyens. Ne soyons pas naïfs ! Nous savons tous que celle-ci ouvre irrémédiablement la porte à un développement à grande échelle dans toutes les régions de France 3. Sans engagements concrets pour les personnels. Sans avenir pour les Régions. A France3 toutes régions, sans cadre d'expérimentation, la direction met déjà la pression sur les techniciens avec l'appui de certains syndicats, pour qu'ils acceptent des fiches de postes longues comme le bras, au contenu et aux tâches démultipliés.

SUD France Télévisions ne signera pas cet accord d'expérimentation car il n'est assorti d'aucune garantie pour les salarié-e-s dont les emplois sont menacés. A minima cet accord devrait être accompagné de mesures concrètes: le cadre des

reconversions, les métiers touchés et donc ouverts à la reconversion, les clauses de mobilité. Les nouvelles cases régionales prévues et pour quels programmes. Des engagements formels qui permettraient à tous de se projeter dans un avenir, de respecter les souhaits d'évolution de chacun, selon ses possibilités.

SUD France Télévisions ne signera pas cet accord, car il donne le coup de grâce au développement des régions de France 3. Affirmer que nous nous développerons en nous appuyant demain sur les journalistes et sur le web est une fumisterie. L'éditorial a besoin d'une assise technique, de personnels expérimentés et compétents pour répondre à ses demandes. Accepter la robotisation des régions, c'est accepter l'appauvrissement de notre offre éditoriale. Le démantèlement a déjà commencé avec la suppression des moyens mobiles en région, au profit d'un outil peu adapté aux directs, aux JT ou émissions en extérieur et aux PAE. La suppression des fonctions de chefs de centre adjoint fut un autre signe, plus imperceptible mais bien réel, que la structure technique est bel et bien visée par un démantèlement de grande ampleur.

Salarié-e-s, techniciens, journalistes, rejoignez-nous.

Vous avez permis à SUD d'être représentatif sur le réseau France 3 et donc d'avoir les moyens d'agir à vos côtés. Prenez votre avenir en mains. Luttons ensemble.